La Manif Pour Tous

Mardi 10 mai 2016

Monsieur le Préfet,

En ce jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage, nous sommes mobilisés partout en France pour alerter nos concitoyens et les pouvoirs publics sur le développement d'une nouvelle forme d'esclavage : celle de la gestation par autrui (GPA) ou pratique des mères porteuses.

En effet, comme l'indique la Convention contre l'esclavage de 1926, « **L'esclavage est l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent <u>les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux</u>** ». La pratique des mères porteuses consistant à louer une femme et à acheter un enfant, elle est évidemment de nature esclavagiste.

Les enfants concernés font l'objet de contrats commerciaux dont les montants varient de 30 à plus de 100.000 $ par enfant selon la prestation demandée (par exemple avec donneuse d'ovocyte et mère porteuse, ou avec mère porteuse seulement) et selon le pays où exerce l'agence de GPA.

La GPA est très lucrative pour les agences, c'est-à-dire pour les commerciaux, communicants, biologistes, juristes, assureurs et financiers qui participent à ce trafic international.

Certes, la GPA est interdite en France. Cependant, il est de notoriété publique que cet interdit n'est pas respecté comme l'atteste le fait qu'environ 2000 enfants vivant en France sont nés de GPA à l'étranger, enfants qui ont été arrachés à leur mère et à leur pays de naissance.

Nous constatons également que des agences commerciales de GPA démarchent la clientèle potentielle française en toute impunité, les pouvoirs publics n'intervenant pas. On trouve même sur Google France des liens publicitaires pour ces agences !

La complaisance des pouvoirs publics, qui admettent donc que des personnes de pays riches exploitent des habitantes de pays pauvres, est inacceptable : la GPA est une violence majeure faite aux femmes et aux enfants.

Il est impératif et urgent que la France, « patrie des droits de l'Homme », engage enfin des actions comme Manuel Valls s'y était engagé en octobre 2014 et ce, aussi bien au niveau national qu'international.

.../...

La Manif Pour Tous

Pour commencer, la circulaire Taubira du 25 janvier 2013 doit être retirée au plus vite :

Destinée à faciliter l'obtention de certificats de nationalité française (CNF) pour les enfants nés d'une mère porteuse à l'étranger, cette circulaire avait été justifiée par l'ex-Garde des sceaux par la nécessité de régulariser la situation de ces enfants qu'elle qualifiait de « fantômes ».

En réalité, ces enfants ont la nationalité de leur pays de naissance, ils ne sont pas apatrides. Et ils peuvent vivre en France comme toute personne étrangère légalement établie sur notre territoire : ils ont accès à l'école, à la Sécurité sociale, etc. Enfin, en vertu de l'article 21-12 du Code civil, « l'enfant qui, depuis au moins cinq années, est recueilli en France et élevé par une personne de nationalité française » peut obtenir la nationalité française. Cette circulaire est donc inutile.

Or elle est dangereuse pour les femmes et les enfants parce qu'elle lève une crainte répandue chez ceux qui envisagent de recourir à une mère porteuse quant aux questions administratives. Surtout, elle revient à dire à nos concitoyens que la GPA n'est en fait pas vraiment interdite puisque l'Etat facilite l'arrivée en France d'enfants commandés à l'étranger !

La circulaire Taubira contribue ainsi au développement de cette pratique dans le monde. Et pourtant, qu'elle soit d'ici ou d'ailleurs, aucune femme n'est à louer ! Hélas, en fournissant des clients à des marchands sans scrupules, la France contribue à l'exploitation de femmes vulnérables.

La France ne peut être complice d'une pratique esclavagiste : le retrait de la circulaire Taubira est urgent !

Nous comptons sur vous pour appuyer la présente demande auprès du Ministre de l'Intérieur comme du Premier ministre au nom du respect dû aux femmes et aux enfants.

Nous vous en remercions d'avance et vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées,

Ludovine de La Rochère
Présidente
La Manif Pour Tous

Responsable
La Manif Pour Tous